

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 septembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT

DS SMITH

112 impasse du pré de la barre
38440 SAINT-JEAN-DE-BOURNAY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 septembre 2023 dans l'établissement DS SMITH, au 112 impasse du pré de la barre, 38440 SAINT-JEAN-DE-BOURNAY

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : DS SMITH
- Adresse : 112 impasse du pré de la barre, 38440 SAINT-JEAN-DE-BOURNAY
- Code AIOT dans GUN : 010400070
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

La société DS SMITH exploite depuis 1981 des activités de stockage de papier, transformation de papier carton et d'impression par flexographie sur la commune de Saint Jean de Bournay sur la zone industrielle du pré de la barre. La capacité de production (boîtes en carton, cartons de déménagement, produits cartonnés pour l'agroalimentaire, etc,...) est de 250 tonnes de carton par jour. Le site dispose de 3 zones principales pour ses activités :

- des espaces dédiés aux stockages de matières premières (balles de papier) et produits finis ;
- une zone de fabrication produits semi-finis ;
- une zone de transformation.

Le site est implanté au Sud-Est de la commune de Saint-Jean-de-Bournay dans la zone industrielle du pré de la barre, en bordure Est de la route départementale n°502. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m du site. Diverses entreprises (travaux publics, matériel agricole, jardinerie, etc...) sont situées sur la zone à l'Ouest du site.

Le groupe DS Smith est l'un des principaux fournisseurs de solutions d'emballages durables, de papiers et de services de recyclage, il est présent dans plus de 30 pays et emploie plus de 30 000 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
n°2023-1 suites de l'inspection du 05/10/2021	Articles 7.5.2 et 7.5.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2016		Lettre de suite préfectorale
n°2023-2 relevé des consommations d'eau du site	article 4.1.1 et 4.2.2 des prescriptions applicables de l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016		Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°2023-3 Plan de sobriété hydrique et projets en cours	article 10 de l'arrêté cadre sécheresse N°38-2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023 Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- relevé des consommations d'eau du site - Références réglementaires: articles 4.1.1 et 4.2.2 des prescriptions applicables de l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 – Délai: 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- suites de l'inspection du 05/10/2021 - Référence réglementaire: Articles 7.5.2 et 7.5.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2016– Délais:
 - 3 mois pour se positionner sur la faisabilité de son projet d'extension et sauf à démontrer et faire valider par le sdis que l'étude Amarisk version juillet 2018 et son étude d'impact du 08/06/2018 ne sont plus adaptées, prendre les dispositions nécessaires afin de construire, au besoin en acquérant de nouveaux terrains, une réserve d'eau sous pression de 800 m3 reliée à une motopompe diesel, un bassin de retenue et d'écêtement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité totale de a minima 6500 m3 ;
 - fin avril 2024 sur la base du prochain rapport de contrôle de l'organisme agréé, pour mettre en conformité le système de sprinklage,
 - 3 mois pour les essais en simultané sur les poteaux incendie ainsi que pour la justification du volume de la réserve sprinklage.

Les autres dispositions contrôlées sont rappelées ci-après:

Plan de sobriété hydrique et projets en cours - Référence réglementaire: article 10 de l'arrêté cadre sécheresse N°38- 2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023 /Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°2023-1: suites de l'inspection du 05/10/2021

Références réglementaires : Articles 7.5.2 et 7.5.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016

Article 7.5.2

L'installation doit être équipée de moyens de lutte internes contre l'incendie appropriés aux risques, et a minima:

-

- d'une réserve en eau de 800 m³ pour le réseau de sprinkler

- de 4 poteaux incendie situés à moins de 200 m de l'établissement avec un débit simultané de 2 poteaux de 110m³/h

Article 7.5.3

Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques par un organisme qualifié au minimum une fois par an. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Ce registre est consigné dans le dossier «installations classées» prévu à l'article 2.6

L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement.

Article 4.3.11 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (rejet 3 et 4)

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriés. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Ces eaux devront transiter par deux dispositifs décanteur-déshuileur avant rejet au milieu naturel destinés à recueillir les eaux pluviales des zones 1 et 2 telles que définies dans le dossier initial.

Ceux ci seront mis en place au 31/12/2017.

Deux bassins de rétention des eaux pluviales de 950m³ pour la zone 1 (25600m²) et 806m³ pour la zone 2 (22000m²) sont mis en place sur le site à l'échéance précitée.

Constats :

En janvier 2018, une étude Amarisk a été réalisée et transmise par l'exploitant suite au projet d'agrandissement du site de production (aujourd'hui effectif). Celle-ci avait notamment évalué la capacité complémentaire nécessaire pour la rétention des eaux pluviales/eaux extinctions d'incendie.

De plus lors de la visite d'inspection du 26 juin 2019 (rapport 2019-Is067T2 du 19/08/2019) le SDIS avait identifié l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie et lors des inspections suivantes (rapports 2020-Is051T2 et 2021-Is059T2 des 30/11/2020 et 10/11/2021), il a été confirmé à l'exploitant la nécessité de mettre en place une réserve d'eau supplémentaire sous pression de 800 m³ ainsi que deux réserves incendie de 800 m³ et 1000 m³ .

Depuis le rapport d'inspection n°2019-Is067T2, ont été réalisés dans le cadre de la défense incendie:

- le rajout d'un poteau incendie

- l'ajout de deux réserves incendie de 800 m³ et 1000 m³ .

Par contre en 2023 la réserve sous pression de 800 m³ n'est toujours pas installée.

Il apparait donc nécessaire de modifier l'article 7.5.2 de l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 afin d'y intégrer ce nouveau besoin en eau.

Par mail du 18/05/2022, l'exploitant a transmis plusieurs éléments qui permettent de solder des non-conformités du rapport 2021-Is059T2 du 10/11/2021 :

- le rapport Apave du 28 septembre 2021 (première vérification complète foudre) qui indique que la conformité de l'installation peut être prononcée (constat n°1 soldé)
- le rapport SCUTUM Incendie de l'intervention du 13/12/2021 pour le contrôle des poteaux incendie. Les débits à 1 bar des 6 poteaux incendie sont supérieurs à 60m³/h mais rien ne permet de dire que ces mesures ont été réalisées en simultané. L'exploitant doit les faire réaliser en simultané comme mentionné ci-dessus (constat n°2 non soldé).

L'exploitant a transmis le 18 mai 2022 un courrier de la communauté de communes de Bièvre Isère Communauté daté du 1/12/2021 qui indique que Bièvre Isère a acté le lancement des études pour permettre l'extension de la ZAE Pré de la Barre sur la commune de Saint-Jean-De-Bournay et qu'une concession d'aménagement a été signée avec Isère Aménagement en septembre 2021. La consultation pour désigner la maîtrise d'œuvre de ce projet a été lancée en octobre 2021. Le courrier indique également que Bièvre Isère Communauté a mandaté Isère Aménagement afin d'intégrer (via une mutualisation des besoins de DS SMITH avec les autres entreprises) les thématiques imposées par l'arrêté préfectoral N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 (réserve d'eau sous pression de 800 m³ relié à une motopompe diesel et réalisation de deux bassins de retenue d'eaux d'incendie de 6500 m³ au total) aux études conduites sur l'extension de la ZAE. Il est précisé que c'est l'étude AMARISK de 2018 susmentionnée qui préconise ce volume global de 6500 m³ (voir ci-dessous) et non l'arrêté préfectoral N°DDPP-ENV-2016-07-21 qui lui, demandait à l'article 4.3.11 de mettre en place deux bassins de 950 m³ et 806 m³ avant le 31/12/2017. Actuellement, le site ne possède pas de bassins de rétention, et il apparaît donc nécessaire de modifier cet article de l'arrêté pour prendre en compte l'extension de 2018, sur la base de l'étude AMARISK remise par l'exploitant et en tenant compte des capacités de moyens de lutte actuels et de l'avis du SDIS.

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection qu'une réunion avec la communauté de communes de Bièvre Isère Communauté s'était tenue avant l'été et qu'il lui a été signifié que la loi climat résilience allait entraîner le fait que certains terrains qui étaient constructibles ne le seraient plus rendant incertain le projet d'extension de la ZAE. Il a ajouté que plusieurs terrains jouxants directement la limite de propriété de son site sont acquérables et qu'il avait aussi comme projet d'agrandir la surface de son site dédiée aux expéditions.

- sprinklage: L'exploitant a transmis le rapport de contrôle de l'entreprise TYCO du 19/04/2023. Plusieurs non-conformités à la règle APSAD R1 ont été à nouveau relevées par l'organisme de contrôle. Le rapport de contrôle indique que la somme des ressources en eau du sprinklage est égale à 700 m³ alors que l'arrêté préfectoral N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 demande 800 m³. L'exploitant doit confirmer cette capacité de 700 m³ et le cas échéant faire valider par le sdis cette plus petite capacité.
- système de sécurité incendie (SSI): l'exploitant indique dans son mail (du 18/05/2022) qu'il effectue désormais le suivi complet des 8 postes de contrôles du système de sprinklers.
- Issue de secours (constat n°5 soldé): un escalier a été posé début mars 2022 et l'issue de secours est de nouveau opérationnelle depuis cette date.
- Modélisation d'incendie généralisé (constat n°6 soldé): l'exploitant a transmis l'étude de danger et la modélisation incendie généralisé mises à jour.
- Stockage des déchets sur le site (constat n°7 soldé): l'exploitant a passé une commande d'un montant HT de 15588 euros pour un conteneur avec rétention pour y mettre ses déchets liquides et pateux à l'abri des intempéries

Avis de l'inspection des ICPE: non-conformités

- Par mail du 09/10/2023, l'exploitant a transmis un plan d'action actualisé pour lever les non conformités présentes sur le compte-rendu TYCO de vérification semestrielle du système de sprinklage du 19/04/23 (non-conformités à la règle APSAD R1 susceptibles de mettre en échec le système et non-conformités à lever au plus vite). Etant donné, la répétition de plusieurs de ces constats depuis 2019 (cf rapport 2021-Is059T2), Il a été signifié à l'exploitant qu'une sanction administrative serait proposée en cas de renouvellement de ces non-conformités lors du premier rapport semestriel de contrôle de l'année (avril 2024).
- L'exploitant doit se positionner sous 3 mois au sujet de la faisabilité du projet d'extension de la ZAE (transmettre une réponse définitive de la communauté de communes de Bièvre Isère Communauté) et sauf à démontrer et faire valider par le sdis que l'étude Amarisk version juillet 2018, notamment sa page 88 et son étude d'impact du 08/06/2018 en page 158 et 159 ne sont plus adaptées, prendre les dispositions nécessaires afin de construire, au besoin en acquérant de nouveaux terrains :
 - une réserve d'eau sous pression de 800 m³ reliée à une motopompe diesel ;
 - un bassin de retenue et d'écroulement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité totale de a minima 6500 m³ le dimensionnement se décomposant ainsi selon l'étude d'impact susvisée :
 - 3200 mètres cubes permettant d'assurer la rétention des eaux pluviales du secteur 1 (plateformes +toitures) et secteur 2 (toitures)
 - 3300 mètres cubes permettant d'assurer la rétention des eaux d'extinction d'un incendie
- L'exploitant doit faire réaliser des essais en simultané (constat n°2 non soldé) avec ses 6 poteaux incendie afin de démontrer qu'il possède bien le débit en simultané 100m³/h pendant deux heures sur deux poteaux (article 7.5.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2016)
- L'exploitant doit confirmer la capacité de 700 m³ qu'il possède pour le sprinklage (l'arrêté préfectoral N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 demande 800 m³) et le cas échéant faire valider par le sdis cette plus petite capacité.

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale Délais :

- 3 mois pour se positionner sur la faisabilité de son projet d'extension et sauf à démontrer et faire valider par le sdis que l'étude Amarisk version juillet 2018 et son étude d'impact du 08/06/2018 ne sont plus adaptées, prendre les dispositions nécessaires afin de construire, au besoin en acquérant de nouveaux terrains, une réserve d'eau sous pression de 800 m³ reliée à une motopompe diesel, un bassin de retenue et d'écroulement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité totale de a minima 6500 m³ ;
- fin avril 2024 sur la base du prochain rapport de contrôle de l'organisme agréé, pour mettre en conformité le système de sprinklage,
- 3 mois pour les essais en simultané sur les poteaux incendie ainsi que pour la justification du volume de la réserve sprinklage.

A défaut d'éléments montrant l'opportunité d'actualiser l'étude Amarisk et l'étude d'impact et étant validés par le sdis, l'inspection proposera, à l'issue du délai de trois mois, un arrêté préfectoral imposant la mise en oeuvre des recommandations de ces études.

Point de contrôle n°2023-2: relevé des consommations d'eau du site

Références réglementaires : articles 4.1.1 et 4.2.2 des prescriptions applicables de l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 - Origine des approvisionnements en eau
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

Origine de la ressource: Réseau public de Saint-Jean-De-Bournay):

Consommation maxi annuelle: 17000 m³

article 4.2.2 des prescriptions applicables de l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'inspection a relevé les index des compteurs du site (en l'absence de cartographie détaillée du réseau d'alimentation en eau).

- index compteur N°I20WJ900516 "arrivée générale usine": 40148 m³

Remarque: Il a été constaté l'affichage numérique d'un deuxième index pour ce même compteur "arrivée générale usine" inexpliqué par l'exploitant (1355,2 m³) ne s'affichant qu'une seconde (contre une dizaine de seconde pour l'index 40148m³). Cela nécessite des informations supplémentaires de la part de l'exploitant.

- Autres arrivées d'eau (utilisées pour la facturation):

- index compteur N°...379981 (premier chiffre du gravage illisible) correspondrait au compteur N°3779981(numérotation provenant de la facturation de Bièvre Isère) "eau potable 1": 428390 m³
- index compteur N°1638775"eau potable2": 81000 m³
 - sous compteurs (index au 22/09/2023):
- index compteur "eau adoucie" (chaudière + process) : 20171 m³
- index compteur "Eau bache alimentaire" (chaudière): 18063 m³
- index compteur "eau ondulseuse" (lavage des colleuses): 11986 m³
- index compteur "eau Flexo": 22929 m³
- index compteur "imprimeuse": 1269 m³
- index compteur "CB924": 3939 m³
- index compteur "CB820": 2302 m³
- index compteur "CB616": 41 m³
- index compteur "Bungalow sanitaire": 309 m³
- index compteur "station de traitement des encres": 176 m³
- index compteur "collerie": 18612 m³

Les relevés des index des compteurs sont effectués de manière hebdomadaires et la plus part des compteurs du site sont désormais communicants. Les index relevés le jour de l'inspection sont cohérents avec ceux du registre des relevés des consommations d'eaux.

Des explications sont attendues de l'exploitant (explications indisponibles le jour de l'inspection) au sujet:

- de la triple facturation en eau émise par Bièvre Isère (liée à la cartographie du réseau d'alimentation en eau) et des différence entre les consommations d'eau présentées dans les facturations de Bièvre Isère (9032 mètres cubes au total sur la période s'étalant du 24/11/2021 au 30/11/2022) et celles enregistrées dans le registre des consommations d'eau (24288 mètres

cubes au total sur les relevés des consommations d'eau du 7/12/2021 au 5/12/2022:

- consommation compteur N°I20WJ900516 "arrivée générale usine": $31091-18147=12944 \text{ m}^3$
- consommation compteur N°3779981 (numérotation provenant de la facturation de Bièvre Isère) "eau potable 1": $423322-415093=8129 \text{ m}^3$
- consommation compteur N°1638775 "eau potable 2": $78021-74806=3215 \text{ m}^3$

Évolution des consommations d'eaux depuis 2018 (données issues du plan de sobriété hydrique)
Les consommations d'eau depuis 2018 sont en légères baisses et se sont établies à:

- 11 962 mètres cubes en 2018/2019
- 12486 mètres cubes en 2019/2020
- 11542 mètres cubes en 2020/2021
- 11745 mètres cubes en 2021/2022
- 11127 mètres cubes en 2022/2023

Ces consommations d'eau (présentées sur deux années civiles différentes cf constat n°3) sont inférieures aux 17000 m³ prescrits par l'arrêté N°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016.

Les relevés des index des compteurs sont effectués de manière hebdomadaires et la plupart des compteurs du site sont désormais communiquants. Les index relevés le jour de l'inspection sont cohérents avec ceux du registre des relevés des consommations d'eaux.

Par contre des points non-conformes nécessitent des ajustements de la part de l'exploitant:

- absence de cartographie détaillée du réseau d'alimentation en eau du site avec affichage des compteurs et sous-compteurs.
- absence de distinction par l'exploitant entre les consommations d'eau sanitaires, incendie et consommations d'eau liée à l'activité industrielle du site (l'exploitant doit ajouter des sous-compteurs si nécessaire).

D'autre part, suite à l'inspection du 22/09/2023 et aux demandes d'éclaircissement formulées par l'inspection des installations classées l'exploitant déclare avoir fait des relevés de ses trois compteurs d'arrivée d'eau et ne pas avoir de fuites sur son réseau incendie.

Avis de l'inspection des ICPE: Non conformité : L'exploitant doit expliquer les incohérences relevées et fournir un plan des réseaux et de l'emplacement des compteurs pour justifier ses consommations d'eaux et la répartition entre les usages sanitaires, industriels, défense incendie.

Proposition de suites : lettre de suite préfectorale. Délai: 3 mois

Point de contrôle n°2023-3: Plan de sobriété hydrique et projets en cours

Références réglementaires :

- article 10 de l'arrêté cadre sécheresse N°38- 2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023
RÈGLES PARTICULIÈRES CONCERNANT LES USAGES INDUSTRIELS COMMERCIAUX ET ARTISANAUX DONT LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour cette catégorie d'usager, est considéré comme un usage économique de l'eau tout usage directement lié à l'activité exercée et indispensable aux procédés de production associés. Le présent article définit des règles particulières pour ces usages à l'exception de ceux identifiés en Annexe 1 auxquels sont associées des restrictions plus ciblées.

Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte (en fonctionnement normal) ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente. Les mesures de réduction progressive chiffrée des consommations d'eau selon le niveau de gravité de sécheresse atteint sont définis en Annexe 1 et ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

Cas de prélèvements déjà réduits au minimum :

Sont exemptés les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les

plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

- article 3 de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

Constats :

L'inspection du 22/09/2023 a eu lieu lors d'un épisode de crise sécheresse sur la zone d'alerte spécifique souterraine Sanne-Varèze-quatre-Vallées acté par l'arrêté N°38-2023-09-18-00006 du 18 septembre 2023. Il a été rappelé à l'exploitant qu'en l'absence d'exemptions (de la part de la DREAL) relatives à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et à l'article 10 de l'arrêté cadre sécheresse N°38- 2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023, les prescriptions relatives à ces arrêtés s'appliquent.

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique qu'il a transmis par mail du 22/09/2023 et revendique donc l'exemption aux mesures de réduction pendant les périodes de sécheresse (arrêt complet des prélèvements en période de crise). Il lui est rappelé que l'exemption n'est accordée que si son PSH démontre l'usage des meilleures techniques disponibles et en ce sens que cela l'oblige à le compléter notamment par (voir point ci-dessus) :

- une cartographie détaillée du réseau d'alimentation en eau du site avec affichage des compteurs et sous-compteurs,
- la distinction de chaque usage pour ses consommations d'eau sanitaires, incendie et consommations d'eau liée à l'activité industrielle du site, il doit ajouter des sous-compteurs si nécessaire,
- le descriptif de tous ses investissements réalisés avec leur coût ces dix dernières années pour limiter ses consommations d'eau,
- les dispositions prises de sensibilisation du personnel et de séquençage éventuel des fabrications en fonction des consommations lors des épisodes sécheresse (éventuellement graduées selon le niveau de sécheresse),
- la comparaison avec des secteurs d'activité identiques des consommations spécifiques (par tonne de produits fabriqués),
- les projets permettant de diminuer les consommations d'eau dans le cadre de l'amélioration continue, etc.... à ce titre l'exploitant indique avoir plusieurs projets en cours concernant des possibilités de réduction de ses consommations en eau:
 - Mise en place d'un osmoseur sur la chaudière (avec gestion des purges automatique)
 - changement des racks sur machine flexo de pré-impression (passage en lavage automatique dans la chambre à racks de la machine)
 - projet de recyclage des eaux après station de pré-traitement pour les nettoyages.

Tous ces éléments permettant de justifier l'exemption doivent être mentionnés dans son PSH.

Avis de l'inspection des ICPE: l'exploitant doit poursuivre les actions engagées et mettre en œuvre les projets envisagés. Il doit compléter son PSH.

Proposition de suites : aucune